

Paris, le 19 novembre 2007

Reporters sans frontières
Contact : Jean-François Julliard
Tel : (33) 1 44 83 84 84
E-mail : julliard@rsf.org

Langage : Anglais et **Français**

**Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel
Première session – 7 au 18 avril 2008**

**Contribution de Reporters sans frontières, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif spécial, à propos de la situation de la liberté de la presse aux
PHILIPPINES**

Exposé de la situation de la liberté de la presse

Malgré de nouvelles arrestations d'assassins de journalistes, la violence qui s'exerce à l'égard de la presse n'a pas été endiguée par les autorités. En février 2007, Reporters sans frontières a écrit une lettre à la présidente des Philippines, Gloria Macapagal-Arroyo, afin qu'elle prenne des mesures énergiques pour mettre un terme à l'impunité dans les cas d'assassinats de journalistes, car l'organisation est convaincue que seule la poursuite en justice des auteurs permettra de consolider l'état de droit aux Philippines et de renforcer la liberté de la presse. Au moins six professionnels des médias ont été tués en 2006 et deux en 2007.

Assassinats, agressions, interpellations, plaintes abusives et cas de censure ont marqué les années 2006 et 2007.

La diffamation est encore punie de peine de prison, et en 2006, l'époux de la présidente Gloria Arroyo a mis en danger la liberté de dizaines de journalistes en portant plainte pour "diffamation". Ainsi, en octobre 2006, huit responsables du quotidien privé Malaya ont échappé de peu à l'arrestation après avoir publié un éditorial accusant l'époux du chef de l'Etat de "corruption". Dans 43 plaintes déposées contre des journalistes, José Miguel Arroyo a réclamé un total de 70 millions de pesos philippins (près de 1,1 million d'euros). En décembre, les organisations de journalistes ont contre-attaqué en portant plainte à leur tour contre le mari de la Présidente pour violation de la liberté de la presse, et en demandant un peso de dédommagement pour chaque citoyen philippin. Depuis, toutes les plaintes ont été abandonnées.

Au moins six journalistes ont été assassinés en 2006 et deux en 2007 dans l'exercice de leur travail. La majorité d'entre eux présentaient des émissions sur l'une des très nombreuses radios FM du pays. Aux Philippines, les stations locales vendent des tranches de leurs plages horaires à des personnes privées ("block timers") qui peuvent alors diffuser leurs propres émissions à caractère commercial ou politique. Ainsi, Rolly Canete, abattu en janvier 2006 dans la ville de Pagadian (Sud), animait des émissions sur des radios locales pour le compte d'un député et de sa femme, gouverneur de la province. Les tueurs à gages font parfois preuve d'une détermination extrême. Fernando Batul, commentateur de la radio dyPR, a été tué par balles en mai alors qu'il se rendait à son travail sur l'île de Palawan (sud-ouest de Manille). Quelques semaines auparavant, il avait échappé à une tentative d'assassinat au cours de laquelle deux grenades avaient été jetées dans sa maison. Ses agresseurs avaient laissé une lettre lui conseillant de "tenir sa langue". Un policier a été arrêté quelques jours plus tard, et les commanditaires seraient des politiciens locaux. La presse locale peut également être dérangeante.

L'administration de Gloria Arroyo a été largement critiquée pour son incapacité à lutter contre les exécutions de militants d'opposition et de défenseurs des droits de l'homme. Certains journalistes engagés ont été victimes de cette violence politique. Ainsi, Dodie Nunez, un photjournaliste proche d'un candidat aux élections qui travaillait pour le journal régional Katapat a été abattu de plusieurs balles, le 21 mai 2007, tandis qu'il se rendait dans la province de Cavite. Le directeur de Katapat, Archie Gadang, s'était présenté à l'élection de gouverneur de la province. Le vainqueur de l'élection, Ireneo Maliksi, a, depuis sa nomination, entamé une poursuite en justice pour diffamation contre Archie Gadang. Pendant la campagne, Katapat avait publié des articles dénonçant des affaires de corruption auxquelles serait mêlé l'actuel gouverneur.

Les médias communautaires, défendant les droits des paysans, ont également été visés. En juillet, des hommes armés ont mis le feu au bâtiment de la station Radyo Cagayano, dont l'un des animateurs, syndicaliste paysan, a été tué quelques mois plus tard. Des militaires sont soupçonnés d'avoir mené ces attaques.

La police et la justice ont obtenu tout de même quelques succès dans leur lutte contre les meurtriers et assassins de journalistes. Ainsi, les quatre tueurs de Marlene Esperat, journaliste spécialisée sur la corruption, assassinée en mars 2005, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité. Mais des complicités au sein de la justice ont permis aux commanditaires d'échapper pour l'instant aux tribunaux. En revanche, la justice a acquitté, en mars, un ancien policier, soupçonné d'être le "cerveau" de l'assassinat du journaliste Ely Binoya, commis en juin 2004. La cour régionale de la ville de General Santos (Sud) a déclaré que les preuves à son encontre n'étaient pas suffisantes.

Au moins 28 cas de tentatives d'homicides et d'agressions et dix arrestations ont été recensés en 2006 et 2007. La censure a également gagné du terrain, souvent à cause de politiciens locaux qui voulaient faire taire des médias d'opposition. Ainsi, en octobre 2007, Jose Cagalawan Pantoja, 44 ans, qui travaille pour la station de radio dxLS dans le comté de Lanao del Norte (dans le sud des Philippines) a été victime d'une tentative d'homicide. Jose Cagalawan Pantoja est connu pour ses reportages controversés. Le journaliste est le principal animateur du programme quotidien "Katawhan Alagaran " (Servir le peuple), qui traite de politique locale. Il y dénonce la corruption et critique aussi le gouverneur de Lanao del Norte, Vincente Belmonte. Ses propos lui ont valu de nombreuses poursuites en diffamation dont certaines ont été rejetées. Il était également le porte-parole de l'ancien gouverneur de Lanao

del Norte, Imelda Dimaporo, que Vincente Belmonte a vaincu aux dernières élections. Il avait déclaré avoir reçu des menaces de mort avant son agression.

Lorsqu'ils ne sont pas victimes d'agression, les journalistes de l'opposition sont poursuivis en justice pour "diffamation". Ainsi, le 31 janvier 2007, la cour de Davao a condamné Alex Adonis à quatre ans et demi de prison pour diffamation à l'encontre de Prospero Nograles, un membre du Parlement, réputé proche de la présidente Gloria Arroyo. Le plaignant a poursuivi le journaliste en justice pour des propos qu'il avait tenus sur sa radio concernant une liaison supposée du député, en 2001. Le journaliste n'a pu assumer les frais de transport pour son procès que pour une courte période et les audiences se sont majoritairement tenues en son absence. D'après des proches du journaliste, cette situation l'a déprimé et, peu après, il a cessé de se rendre à son travail. L'avocat, dont les frais étaient payés jusqu'à cette date par la radio, s'est retiré et la fin du procès s'est déroulée sans que le journaliste soit défendu.

Delfin Mallari, correspondant du Philippine Daily Inquirer, et Johnny Glorioso, de la radio DZMM, qui avaient survécu à une tentative d'assassinat au sud de Manille, le 19 avril 2007, sont poursuivis pour diffamation par le gouverneur de la ville de Quezon, Rafael Nantes. Delfin Mallari avait déclaré devant la presse que le député était le commanditaire de la tentative d'assassinat contre lui et son collègue. Il avait également rapporté au Centre pour la liberté et la responsabilité des médias (CMFR) les menaces qu'ils avaient reçues de la part du député : "Si je perds les élections, du sang sera versé."

Enfin, les autorités de la province d'Aurora (nord-est de Manille) n'ont rien fait pour retrouver Joey Estriber, animateur radio et spécialiste des questions environnementales, kidnappé en mars. Il dénonçait l'exploitation illégale du bois dans la région.

Mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation

Création d'une Task Force pour enquêter sur les assassinats de journalistes.

Collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG)

Les autorités, notamment au sein de la police et de la justice, répondent régulièrement aux demandes des ONGs.

Recommandations

- . Renforcer le travail de la Task Force sur les crimes de journalistes.
- . Renforcer les capacités de la justice pour faire aboutir les procès de meurtriers de journalistes, en identifiant notamment les commanditaires.
- . Renforcer la protection accordée aux médias et journalistes menacés, notamment sur l'île de Mindanao.
- . Dépénaliser la diffamation.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette note ont été collectées et vérifiées par Reporters sans frontières. L'organisation dispose notamment d'un réseau de correspondants présents dans 130 pays dans le monde ainsi que d'un réseau d'organisations partenaires présents dans une vingtaine de pays.

Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce que emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse.

Reporters sans frontières
47 rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 84 – Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org - Plus d'informations [Σ www.rsf.org](http://www.rsf.org)